

01.05.2011 - 14:25 Uhr

## **Le 1er Mai célébré dans toute la Suisse/ Un signal fort en faveur des salaires minimums, de la justice redistributive et de l'égalité hommes-femmes**

*Bern (ots) -*

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté hier et aujourd'hui dans plus de 50 localités du pays à l'occasion du 1er Mai, le seul jour férié célébré simultanément dans le monde entier, pour demander des salaires minimums et plus de justice redistributive, exiger aussi des assurances sociales fortes, la concrétisation de l'égalité entre femmes et hommes et un monde plus solidaire. L'USS avait placé le 1er Mai 2011 sous le slogan « Halte au dumping ! Des salaires minimums maintenant ! ». Dans de nombreuses localités, des signatures ont également été récoltées à l'appui de l'initiative populaire de l'USS pour des salaires minimums. En l'espace de trois mois, plus de 66'000 personnes l'ont déjà signée. Les manifestants ont presque partout fustigé le creusement des inégalités entre une élite qui se targue de manière éhontée d'empocher des revenus et d'accumuler des fortunes exceptionnellement élevés et les gens ordinaires dont les salaires subissent des pressions toujours plus fortes. Partout, la bataille a été déclarée ouverte contre ces disparités sociales en forte augmentation. A St-Gall, Paul Rechsteiner, le président de l'USS, a évoqué un remède : « Nous demandons des hausses générales des salaires réels et la compensation automatique du renchérissement pour tout le monde, cette conquête sociale peu spectaculaire mais importante aux yeux de la population. Et cela, en lieu et place des bonus, des primes et des excès d'un tout petit nombre. Et il nous faut enfin des salaires minimums, de bonnes conventions collectives de travail et un minimum légal pour les branches qui ne possèdent pas de conventions collectives. Vingt-deux francs par heure ou 4000 francs par mois sont le minimum. » La politique fiscale antisociale, qui aggrave les écarts de revenus, a été dénoncée par tous les orateurs. Exemple, Daniel Lampart, économiste en chef de l'USS, qui s'exprimait à Thalwil : « Les nombreux cadeaux fiscaux accordés par la Confédération et les cantons aux hauts revenus et aux nantis coûtent des milliards de francs. Et ce sont les familles qui doivent compter chaque franc qui passent à la caisse. Ces familles paient des taxes plus élevées, des impôts indirects plus élevés, des primes d'assurance-maladie plus élevées. Une famille de la classe moyenne de quatre personnes a aujourd'hui moins d'argent pour vivre qu'il y a dix ans, bien que la croissance économique ait enregistré une hausse de 15 pour cent durant cette même période. » Outre la nécessité de disposer d'assurances sociales fortes, et en particulier d'améliorer l'AVS, les orateurs ont abordé un autre thème, le démantèlement de l'Etat. Alain Carrupt, coprésident de Syndicom et membre du comité présidentiel de l'USS, s'exprimait à Zurich : « Les libéralisations et les privatisations sont le carburant du moteur d'une répartition inéquitable. C'est la raison pour laquelle nous combattons avec succès les prochaines privatisations et libéralisations. » En bonne place parmi les revendications, l'égalité entre femmes et hommes. Un grand nombre d'orateurs et d'oratrices ont stigmatisé le fait que l'écart entre les salaires masculins et féminins avait recommencé à s'élargir ces derniers temps. Les syndicats, associés à de nombreuses organisations, entendent dénoncer ce scandale à l'occasion d'une campagne de grande ampleur. Le 14 juin, ils mèneront des actions sur ce thème dans toute la Suisse. Il est également prévu d'organiser des débrayages symboliques. La vice-présidente de l'USS Vania Allewa a pris la parole à Uster : « Nos revendications sont claires. Des salaires féminins plus élevés, enfin le même salaire pour un travail de valeur égale, et des conditions de travail compatibles avec la vie de famille. Le 14 juin n'est cependant pas une journée réservée aux femmes. Nous avons besoin de tout le monde - femmes et hommes - pour avancer sur le chemin de l'égalité. » L'USS condamne fermement le Black Bloc qui, à Zurich, a essayé - heureusement sans succès - d'empêcher la présidente de la Confédération, Micheline Calmy-Rey, de prendre la parole. Le 1er Mai n'est pas fait pour empêcher le débat mais pour avancer des arguments porteurs d'avenir.

Kontakt:

Ewald Ackermann (031 377 01 09 ou 079 660 36 14), rédacteur de l'USS